



Elargissement du Ring de Bruxelles: le gouvernement flamand roule l'UE dans la farine

Geplaatst op woensdag 11 december 2013 |

SHARE

L'Union européenne va co-financer une étude visant une optimisation du Ring de Bruxelles, « pour séparer le trafic local et le trafic de transit sans élargir l'infrastructure routière existante ». Pourtant, cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du Ring de Bruxelles, décidé au mois d'octobre par le gouvernement flamand. Le mouvement environnemental demande à la Commission européenne d'annuler cette décision, qui va à l'encontre des objectifs fixés en 2011 par le livre blanc sur l'avenir du transport et des objectifs européens relatifs à la pollution atmosphérique et au changement climatique.

C'était le 25 octobre dernier : le gouvernement flamand annonçait unilatéralement sa volonté d'élargir le Ring de Bruxelles. Un mois plus tard, l'Union européenne entre dans la danse ! Celle-ci soutiendra, à hauteur d'un million d'euros, une étude in fine prévue dans le cadre de l'élargissement du Ring. Par cet acte, l'UE contribue à violer les normes européennes de qualité de l'air dans sa propre capitale et à ne pas atteindre les objectifs climatiques européens ! Transport & Environment, Greenpeace, Inter Environnement Wallonie, Inter-Environnement Bruxelles, Bond Beter Leefmilieu et de Brusselse raad voor het leefmilieu écriront à la Commission à ce sujet et lui demandent d'annuler sa décision.

Comme indiqué sur le site Internet de la Commission européenne, le soutien de l'UE s'inscrit dans le cadre de son programme TEN-T (Trans-European Transport Networks). « D'un côté, l'Europe impose des mesures pour réduire les émissions de particules fines et de gaz à effet de serre mais d'un autre côté, elle co-finance un projet qui compliquera sérieusement l'application de ces mesures. C'est complètement contradictoire », dit Joeri Thijs de Greenpeace.

La Commission européenne n'est visiblement pas correctement informée des réelles implications de la décision du gouvernement flamand. Sur son site, elle annonce en effet financer une étude menée pour optimiser le Ring de Bruxelles et « séparer le trafic local et le trafic de transit sans toutefois élargir l'infrastructure routière existante ». Il est pourtant clair que cette étude s'inscrit dans le projet d'élargissement de l'infrastructure existante du Ring.

« Le gouvernement flamand a-t-il trompé la Commission Européenne dans l'espoir de recevoir ce soutien financier ? Quoi qu'il en soit, des études menées à la demande du gouvernement flamand montrent noir sur blanc qu'un Ring élargi ne fera qu'augmenter de manière vertigineuse les émissions de particules ultra fines, de NO₂ et de CO₂ », remarque Jeroen Verhoeven du Brusselse Raad voor het Leefmilieu.

Plusieurs études stratégiques ont déjà apporté des conclusions très claires : un Ring élargi aurait un impact très négatif sur l'environnement et un intérêt plus que discutable sur la mobilité et la sécurité routière. Le gouvernement flamand n'en a toutefois pas tenu compte au mois d'octobre. Il se tourne désormais vers la suite du processus et le plan-MER, qui doit lui permettre de fixer les étapes nécessaires à la création de voies supplémentaires.

« Ce soutien européen est très surprenant dans la mesure où ces plans visant à favoriser davantage de transport automobile à Bruxelles et autour de la capitale sont diamétralement opposés aux objectifs fixés par la Commission en 2011. Le livre blanc sur la politique des transports européens met l'accent sur la mobilité urbaine durable, les péages intelligents, les investissements dans les transports en commun et un meilleur aménagement du territoire », conclut William Todts de l'organisation européenne Transport & Environment.

IEB - 29 novembre 2013